

Burundi : La société civile pro-gouvernementale critique l'UA et le HRW

PANA, 18 juin 2019 Une organisation de la société civile burundaise fustige des rapports "biaisés" de l'UA et de l'HRW sur le pays Bujumbura, Burundi - La radio publique du Burundi a relayé, mardi, de larges extraits d'une déclaration de l'Association pour la solidarité, l'auto-développement et la protection de l'environnement (ASAP), fustigeant des "biaisés" de la part du Commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine (UA), Smail Chergui, sur le dialogue politique "en panne" au Burundi, et de Human Rights Watch (HRW), sur les "atteintes graves" aux droits humains dans ce pays.

Le Burundi reste sous le radar de la communauté internationale, suite à la crise électorale de 2015 et à l'approche de nouvelles échéances électorales de 2020, dans un climat socio-politique toujours d'actualité. L'ASAP "se réjouit" plutôt d'une situation "qui s'est normalisée depuis fort longtemps" et d'annonces des "ennemis du Burundi" qui en font une leçon "dans l'objectif de salir le pays et ses dirigeants". Pour l'ASAP, les rapports en question visent encore à "diaboliser les Burundais au moment où ils se préparent activement aux nouvelles échéances électorales de 2020". Le 14 juin dernier, le Commissaire Chergui avait jugé, dans une réunion consacrée à la situation au Burundi devant le Conseil de sécurité de l'ONU, qu'il fallait que le dialogue reprenne "dans les plus brefs délais" pour permettre la réconciliation du pays. Par ailleurs, le diplomate d'origine algérienne estimait qu'il fallait accélérer la mise en place de conditions favorables à l'organisation d'élections "libres et transparentes, dans un climat pacifique et apaisé". M. Chergui estimait en outre, que le climat politique au Burundi devenait "de plus en plus toxique" et que les partis d'opposition se plaignaient d'arrestations arbitraires de leurs membres et d'entraves à leurs activités politiques sur le terrain. Le diplomate africain laissait encore entendre que son organisation continuera de soutenir "tous les efforts visant à trouver une solution durable et consensuelle à la situation dans cette phase critique, en vue d'assister le Burundi dans l'organisation d'élections libres et transparentes", en collaboration avec les Nations unies. Dans le rapport incriminé du 12 juin dernier, HRW, de son côté, alertait la communauté internationale sur "de graves violences" dirigées principalement contre les membres du Congrès national pour la liberté (CNL, principal parti politique de l'opposition). L'organisation internationale de défense des droits humains mettait en cause "les autorités burundaises et des jeunes affiliés au parti au pouvoir qui "battent, arrêtent arbitrairement, font disparaître et tuent des opposants politiques réels ou supposés". Le rapport de Human Rights Watch soutenait encore que "ce cycle de violence s'inscrit dans la continuité de la campagne d'intimidation qui avait précédé le référendum constitutionnel du 17 mai 2018". HRW explique que son rapport est le résultat de quelques derniers mois d'enquête, basée sur des entretiens téléphoniques "avec 33 victimes, proches de victimes et au moins 9 des 18 provinces du Burundi". Les chercheurs de HRW ont également changé "avec 30 réfugiés" ayant quitté le Burundi suite au référendum de mai 2018. En plus de l'UA, deux médiations dans la crise burundaise restent ouvertes : l'une par le biais de la Communauté d'Afrique de l'Est, l'autre à travers l'Envoyé spécial des Nations Unies, ancien président de la transition au Burkina Faso, Michel Kafando. Un Gouvernement d'union nationale, l'amnistie et les garanties en faveur des opposants en exil, l'ouverture de l'espace politique et l'expression ainsi que le retour de millions de réfugiés sont les principaux obstacles aux différentes médiations dans la crise burundaise qui a encore fortement impacté l'économie nationale, rappellent les analystes à Bujumbura.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});